

CONDITIONS GÉNÉRALES

ASSURANCE RESPONSABILITÉ ATTEINTES À L'ENVIRONNEMENT

SOMMAIRE

TITRE 1 - DÉFINITIONS	2
TITRE 2 - OBJET ET ÉTENDUE DE LA GARANTIE	4
Chapitre 1 - Objet de la garantie.....	4
Chapitre 2 - Activités spécifiques	4
Section 1 - Prestations de service.....	4
Section 2 - Contrôle des installations d'assainissement non collectif	4
Section 3 - Epandage des boues.....	4
Section 4 - Transport	5
Chapitre 3 - Pertes et frais	5
Section 1 - Prévention et réparation des dommages environnementaux	5
Section 2 - Frais de dépollution des sols et des eaux	5
Section 3 - Frais de dépollution des biens immobiliers et mobiliers	5
Section 4 - Frais de dépollution du littoral	5
Section 5 - Pertes d'exploitation	6
Chapitre 4 - Défense et Recours.....	6
Chapitre 5 - Exclusions.....	6
TITRE 3 - GESTION DU CONTRAT ET DES SINISTRES	8
Chapitre 1 - Formation et résiliation	8
Section 1 - Formation et prise d'effet du contrat.....	8
Section 2 - Résiliation du contrat	8
Chapitre 2 - Déclaration du risque	9
Section 1 - A la souscription du contrat.....	9
Section 2 - En cours de contrat.....	9
Chapitre 3 - Primes	10
Chapitre 4 - Sinistres et indemnités	10
Section 1 - Obligations de l'assuré en cas de sinistre	10
Section 2 - Règlement des indemnités	11
Section 3 - Procédure, transaction	11
Section 4 - Sauvegarde des droits des victimes.....	11
Section 5 - Constitution de rentes.....	12
Section 6 - Montants de garantie	12
Chapitre 5 - Stipulations diverses	12
Section 1 - Subrogation	12
Section 2 - Prescription	12
Section 3 - Étendue territoriale des garanties.....	13
Section 4 - Durée de la garantie	13

TITRE 1 - DÉFINITIONS

Pour l'application du contrat, on entend par :

ASSURÉ

Le souscripteur et/ou toute autre personne désignée comme tel aux conditions particulières.

AUTRUI OU TIERS

Est considéré comme autrui ou tiers :

- toute personne autre que le souscripteur,
- les préposés ou salariés de l'assuré sauf pour les dommages liés à un accident du travail et pris en charge par la Sécurité sociale ou par l'assuré conformément au statut de la fonction publique.

ATTEINTE À L'ENVIRONNEMENT

L'émission, la dispersion, le rejet ou le dépôt de toute substance solide, liquide ou gazeuse diffusée par l'atmosphère, le sol ou les eaux, la production d'odeurs, bruits, vibrations, variations de température, ondes, radiations, rayonnements, excédant la mesure des obligations ordinaires de voisinage.

BIENS IMMOBILIERS

Sont considérés comme biens immobiliers :

- les bâtiments et ouvrages bâtis, leurs aménagements et installations y compris souterrains, ainsi que les réseaux d'assainissement,
- les biens immobiliers non bâtis y compris les espaces verts, et les voies de circulation terrestres,

dont l'assuré a la propriété, la conduite, la garde ou l'usage.

BIENS MOBILIERS

Sont considérés comme bien mobiliers les marchandises, les meubles, les machines et outillages détenus par l'assuré, lorsque ces biens se trouvent dans l'enceinte des sites de l'assuré.

DOMMAGES ACCIDENTELS

Dommages provenant d'un événement soudain et imprévu.

DOMMAGES CORPORELS

Toute atteinte corporelle subie par une personne physique.

DOMMAGES MATÉRIELS

Toute détérioration, destruction ou disparition d'une chose ou substance, toute atteinte physique à des animaux.

DOMMAGES IMMATÉRIELS CONSÉCUTIFS

Tout dommage autre que corporel ou matériel, tel que privation de jouissance d'un droit, interruption d'un service rendu par une personne ou par un bien meuble ou immeuble, perte d'un bénéfice, préjudice moral, directement consécutif à la survenance de dommages corporels ou de dommages matériels garantis par le présent contrat.

DOMMAGES IMMATÉRIELS NON CONSÉCUTIFS

Tout dommage autre que corporel, matériel et immatériel consécutif ci-dessus définis, survenant :

- soit en l'absence de tout dommage corporel et/ou matériel,
- soit en présence de dommages corporels et/ou matériels non garantis par le présent contrat.

Sont notamment considérés comme « dommages immatériels non consécutifs » les préjudices immatériels consécutifs à un dommage matériel non couvert par le contrat subi par les travaux exécutés, prestations réalisées ou les produits ou marchandises livrés.

EAUX

Les eaux de surface, les eaux souterraines, les eaux côtières.

ECHÉANCE PRINCIPALE

Celle qui marque le début de chaque période annuelle d'assurance.

FAIT DOMMAGEABLE

Le fait qui constitue la cause génératrice du dommage. Un ensemble de faits dommageables ayant la même cause technique est assimilé à un fait dommageable unique.

FRAIS DE DÉPOLLUTION

Les frais correspondant :

- aux opérations et mesures visant à neutraliser, isoler, confiner, détruire ou éliminer des substances dangereuses,
- à l'enlèvement, au transport et à la mise en décharge des matières polluées ou contaminées ainsi qu'au traitement éventuel qu'elles doivent subir avant leur mise en décharge ou leur destruction.

FRAIS DE PRÉVENTION AU TITRE DU PRÉJUDICE ÉCOLOGIQUE

Les frais correspondant :

- aux dépenses exposées pour prévenir la réalisation imminente d'un préjudice écologique, pour éviter son aggravation ou pour en réduire les conséquences,
- aux coûts des mesures raisonnables propres à prévenir ou faire cesser le préjudice écologique que le juge, saisi d'une demande en ce sens par toute personne ayant qualité et intérêt à agir, peut prescrire.

FRAIS D'URGENCE

Les frais engagés pour procéder aux opérations immédiates visant à neutraliser, isoler ou éliminer une menace réelle et imminente de dommages garantis.

FRANCHISE

Somme fixe et/ou fraction du dommage non pris en charge par l'assureur et que l'assuré conserve toujours à sa charge sur le coût d'un sinistre.

Cette franchise ne vient en déduction ni du montant de la garantie par sinistre ni de celui éventuellement prévu par année d'assurance.

GARANTIE PAR ANNÉE D'ASSURANCE

L'engagement maximum de l'assureur pour garantir les sinistres survenus pendant la période :

- comprise entre la date du début de garantie et celle de l'échéance principale,
- de 12 mois comprise entre deux échéances principales,
- comprise entre la date de l'échéance principale et celle de cessation de la garantie.

LITTORAL

La zone située sur le territoire de l'assuré comprise entre la laisse de haute mer et la laisse de basse mer.

PRÉJUDICE ÉCOLOGIQUE

Préjudice spécifique affectant un intérêt collectif légitime, distinct du dommage matériel et du préjudice moral ou économique, et résultant d'une atteinte à l'atmosphère, à l'eau, aux sols, aux paysages, aux sites naturels, à la biodiversité et à l'interaction entre ces éléments.

PRÉJUDICES ÉCONOMIQUES

Les préjudices économiques subis par l'assuré du fait d'une atteinte à l'environnement affectant son littoral (notamment diminutions de recettes fiscales, pertes de redevances et loyers, pertes de recettes, frais engagés pour remédier à une atteinte à son image, etc.)

SINISTRE

Sous réserve des dispositions de l'article L. 124-5 du Code des assurances, le sinistre est défini comme toutes réclamations amiables ou judiciaires formulées contre l'assuré pendant la période d'effet du contrat (y compris pendant le délai subséquent), quelle que soit la date des travaux ou prestations de l'assuré.

Il est convenu que l'ensemble des réclamations, même si elles s'échelonnent dans le temps, dès lors qu'elles se rattachent à des dommages résultant d'un même fait générateur ou d'une même cause technique initiale, constituera un seul et même sinistre dont la date sera celle correspondant à la première réclamation.

SOUSCRIPTEUR

La personne physique ou morale, désignée sous ce nom aux conditions particulières, qui demande l'établissement du contrat, le signe et s'engage notamment à en régler les primes.

TITRE 2 - OBJET ET ÉTENDUE DE LA GARANTIE

CHAPITRE 1 - OBJET DE LA GARANTIE

Le contrat garantit l'assuré contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité que celui-ci peut encourir en raison des dommages ou préjudices d'atteintes à l'environnement causés à autrui, y compris les frais d'urgence. La garantie est étendue au préjudice écologique, y compris les frais de prévention et les frais d'urgence.

CHAPITRE 2 - ACTIVITÉS SPÉCIFIQUES

Section 1 - Prestations de service

La garantie est acquise pour les dommages, pertes et frais découlant de prestations de service réalisées par l'assuré à savoir les activités d'études, de travaux et/ou de maîtrise d'œuvre réalisées pour le compte de tiers.

Section 2 - Contrôle des installations d'assainissement non collectif

La garantie est acquise pour les dommages, pertes et frais découlant de prestations de contrôle des installations d'assainissement non collectif réalisées par l'assuré.

Section 3 - Epandage des boues

Si elle est mentionnée aux conditions particulières, la garantie est acquise pour les dommages, pertes et frais découlant des activités relatives à l'épandage des boues provenant de stations d'épuration assurées pour autant que ces dommages résultent d'une atteinte à l'environnement ou d'un dommage environnemental, consécutif à un fait fortuit.

Section 4 - Transport

Si elle est mentionnée aux conditions particulières et par dérogation aux conditions générales, la garantie est acquise pour les dommages, pertes et frais découlant des opérations entraînant l'utilisation :

- de véhicules terrestres à moteur soumis à obligation d'assurance, y compris les engins de chantier ou de manutention, ainsi que toute remorque attelée ou non,
- de tout engin ferroviaire ou de navigation fluviale ou lacustre.

Le transport aérien et le transport maritime demeurent exclus de la présente extension.

CHAPITRE 3 - PERTES ET FRAIS

Ces extensions ne sont acquises que si elles figurent aux conditions particulières.

Section 1 - Prévention et réparation des dommages environnementaux

L'assureur garantit, ainsi que prévu par la directive européenne 2004/35/CE et ses textes de transposition, les frais de prévention et de réparation des dommages affectant les sols, les eaux et ceux causés aux espèces et habitats naturels protégés.

Les frais de prévention sont constitués des coûts justifiés par la nécessité d'une mise en œuvre correcte et effective des actions de prévention, y compris le coût de l'évaluation de la menace imminente de dommages environnementaux, les options en matière d'action, ainsi que les frais administratifs, judiciaires et d'exécution, les coûts de collecte des données et les autres frais généraux, et les coûts de la surveillance et du suivi.

Les frais de réparation sont les frais résultant de toute action ou combinaison d'actions, y compris des mesures d'atténuation ou des mesures transitoires visant à restaurer, réhabiliter ou remplacer les ressources naturelles endommagées ou les services détériorés ou à fournir une alternative équivalente à ces ressources ou services. Ils sont constitués des coûts justifiés par la nécessité d'une mise en œuvre correcte et effective des actions de réparation, y compris le coût de l'évaluation des dommages environnementaux, les options en matière d'action, ainsi que les frais administratifs, judiciaires et d'exécution, les coûts de collecte des données et les autres frais généraux, et les coûts de la surveillance et du suivi.

Section 2 - Frais de dépollution des sols et des eaux

L'assureur prend en charge les frais de dépollution des sols et des eaux engagés dans l'enceinte des sites de l'assuré et résultant d'une atteinte à l'environnement causée ou subie par l'assuré.

Section 3 - Frais de dépollution des biens immobiliers et mobiliers

L'assureur prend en charge les frais de dépollution des biens immobiliers et mobiliers engagés dans l'enceinte des sites de l'assuré et résultant d'une atteinte à l'environnement causée ou subie par l'assuré.

Section 4 - Frais de dépollution du littoral

L'assureur prend en charge les frais de dépollution du littoral engagés sur le territoire de l'assuré et résultant d'une atteinte à l'environnement causée ou subie par l'assuré.

La garantie est étendue aux frais engagés par l'assuré pour procéder, à proximité de son littoral et sans jamais excéder la ligne de base servant à délimiter les eaux territoriales, aux opérations immédiates visant à neutraliser, isoler, éliminer une menace réelle et imminente d'atteinte à l'environnement affectant son littoral ainsi qu'aux préjudices économiques subis par l'assuré du fait d'une atteinte à l'environnement qu'il subit et qui affecte son littoral.

Section 5 - Pertes d'exploitation

L'assureur garantit à l'assuré une indemnité correspondant à la perte d'exploitation résultant de la baisse du chiffre d'affaires causée par l'interruption ou la réduction de l'activité de l'un ou l'autre de ses services à la suite d'un sinistre garanti par le présent contrat.

Les dommages sont constitués par la perte de marge brute qui est déterminée en appliquant le taux de marge brute à la différence entre le chiffre d'affaires qui aurait été réalisé pendant la période d'indemnisation, en l'absence de sinistre, et le chiffre d'affaires effectivement réalisé pendant cette même période.

Du total de la perte de marge brute calculés ci-dessus, doivent être retranchés tous montants de charges constitutives de la marge brute que l'assuré cesserait de supporter du fait du sinistre, pendant la période d'indemnisation.

CHAPITRE 4 - DÉFENSE ET RECOURS

Au titre de cette extension de garantie l'assureur s'engage :

- à défendre soit à l'amiable soit devant toute juridiction (notamment civiles, commerciales, administratives ou pénales), lorsqu'ils sont personnellement impliqués à l'occasion d'un dommage garanti par le présent contrat, la personne morale souscriptrice et toute autre personne morale ayant la qualité d'assuré, les représentants légaux et membres de l'assemblée délibérante dans l'exercice de leurs fonctions ou des personnes physiques ayant une autorité représentative équivalente, ainsi que les préposés placés sous l'autorité de l'assuré pendant leur service,
- à réclamer, soit à l'amiable, soit devant toute juridiction, la réparation incombant à un tiers responsable des dommages subis par l'assuré ou par une personne physique ayant la qualité d'assuré et qui ont trait à l'un des risques garantis.

L'assureur supporte, à concurrence de la somme fixée aux conditions particulières, les frais et honoraires d'enquête, d'instruction, d'expertise, d'avocats, d'exécution de jugements ainsi que les frais de procès.

En cas de désaccord entre l'assureur et l'assuré sur l'opportunité d'engager ou de poursuivre une action judiciaire ou sur le montant du préjudice subi par l'assuré, le différend est soumis à deux arbitres, désignés l'un par l'assureur, l'autre par l'assuré.

A défaut d'entente entre les deux arbitres, ils sont départagés par un troisième arbitre désigné par eux, ou faute d'accord sur cette désignation, par ordonnance du président du tribunal judiciaire dans le ressort duquel s'est produit le dommage objet du litige.

Chaque partie supporte les honoraires de son arbitre et la moitié de ceux du tiers arbitre.

Si, contrairement à l'avis des arbitres, l'assuré exerce une action judiciaire et obtient une solution plus favorable que celle qui lui était antérieurement proposée, l'assureur lui remboursera, sur justification, les frais taxables restant à sa charge et les honoraires raisonnablement réclamés dans une telle affaire.

En cas de désaccord sur le montant des honoraires, le différend est réglé selon la procédure d'arbitrage ci-dessus.

CHAPITRE 5 - EXCLUSIONS

Outre les exclusions prévues aux conditions particulières ou ci-avant par les présentes conditions générales, sont seuls exclus de la garantie :

- **les dommages provenant de la faute intentionnelle ou dolosive des représentants légaux de l'assuré,**

- les dommages mis à la charge de l'assuré, en vertu d'obligations contractuelles acceptées par les représentants légaux de l'assuré et excédant celles auxquelles l'assuré serait tenu en vertu des dispositions légales ou réglementaires sur la responsabilité,
- les dommages causés par la guerre étrangère (il appartient à l'assuré de prouver que le sinistre résulte d'un autre fait que la guerre étrangère) ou par la guerre civile (il appartient à l'assureur de prouver que le sinistre résulte de cet événement),
- les dommages ou l'aggravation des dommages causés par tout combustible nucléaire, produit ou déchet radioactif ou par toute autre source de rayonnements ionisants, et qui engagent la responsabilité exclusive d'un exploitant d'installation nucléaire (la responsabilité du fait de la propriété ou de l'utilisation de matériels de radiographie ou à rayonnement ionisant à usage médical, vétérinaire, technique ou scientifique reste garantie pour autant que la détention et/ou l'utilisation de ces matériels ne soient pas soumises à autorisation de l'Autorité de sûreté nucléaire),
- les dommages ou l'aggravation des dommages causés par les armes ou engins destinés à exploser par modification de structure du noyau de l'atome,
- les dommages causés directement par les inondations, tremblements de terre, raz-de-marée, éruptions de volcans ou autres cataclysmes (les dommages résultant de ces sinistres et imputables à l'organisation des services de secours ou de prévention ainsi que les dommages causés par la présence ou le mauvais fonctionnement d'un ouvrage appartenant à l'assuré ou dont il a la charge de l'entretien restent garantis),
- les dommages qui résultent :
 - d'une inobservation des prescriptions du Code de l'environnement et des mesures édictées en application de ce Code par les autorités compétentes,
 - du mauvais état ou de l'entretien défectueux des biens mobiliers et immobiliers,
 - de l'insuffisance ou du sous-dimensionnement des installations et des réseaux d'assainissement,
 dès lors que ces faits et circonstances étaient connus ou ne pouvaient pas être ignorés par les élus de la collectivité, avant la réalisation des dommages,
- les dommages causés par les engins aériens, chemins de fer funiculaires ou à crémaillère, téléphériques, remonte-pentes ou engins de remontées mécaniques passibles de contrats d'assurances en application de la loi n° 63-708 du 18 juillet 1963, et les dommages causés par les embarcations de plus de 10 personnes,
- les responsabilités résultant de l'application des articles 1792 à 1792-6 du Code civil ou de leur transposition en droit administratif,
- les dommages de toute nature causés par l'amiante,
- les dommages causés par les champs et ondes électromagnétiques,
- les dommages dont l'éventualité ne pouvait être décelée en l'état des connaissances scientifiques et techniques en vigueur au moment du fait dommageable,
- les redevances mises à la charge de l'assuré en application des lois et règlements en vigueur au moment du sinistre, même si ces redevances sont destinées à remédier à une situation consécutive à des dommages donnant lieu à garantie, ainsi que toutes amendes, y compris celles assimilées à des réparations civiles, et toutes autres sanctions pénales,

- les dommages :
 - dans la réalisation desquels sont impliqués, tous les véhicules terrestres à moteur concernés par une obligation d'assurance, y compris les engins de chantier automoteurs, ainsi que leurs remorques ou semi-remorques, lorsqu'ils fonctionnent comme véhicules,
 - causés par ou provenant des objets ou substances transportés par les véhicules, remorques ou semi-remorques visés à l'alinéa précédent, dont l'assuré ou toute personne dont il est civilement responsable a la propriété, la conduite, la garde ou l'usage,
- les dommages causés par les réservoirs et les canalisations enterrés enfouis en pleine terre, ou installés en fosse ou en caniveau non visitables, constitués d'une simple paroi, et mis en service depuis plus de dix ans (les réseaux d'assainissement demeurent couverts),
- les dommages causés par les décharges de déchets non autorisées au titre des articles L. 511-1 et suivants du Code de l'environnement relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- les dommages ayant leur origine dans des biens mobiliers ou immobiliers de l'assuré qui ne font l'objet d'aucune exploitation ou activité et qui sont laissés sans surveillance régulière ou à l'état d'abandon.

Par ailleurs, l'assureur ou le réassureur ne sera tenu à aucune garantie, ne fournira aucune prestation et ne sera obligé de payer aucune somme au titre du présent contrat dès lors que la mise en œuvre d'une telle garantie, la fourniture d'une telle prestation ou un tel paiement l'exposerait à une sanction, prohibition ou restriction résultant d'une résolution de l'Organisation des Nations Unies, et/ou aux Sanctions économiques ou commerciales prévues par les lois ou règlements édictés par l'Union Européenne, la France, les Etats-Unis d'Amérique, la Suisse ou par tout autre droit national applicable prévoyant de telles mesures.

TITRE 3 - GESTION DU CONTRAT ET DES SINISTRES

CHAPITRE 1 - FORMATION ET RÉSILIATION

Section 1 - Formation et prise d'effet du contrat

Le contrat d'assurance est formé dès l'accord des parties. Le marché ou la police d'assurance signé par elles constate leurs engagements réciproques. La garantie est acquise à compter de la date d'effet indiquée à l'acte d'engagement. Ces mêmes stipulations s'appliquent à tout avenant au contrat.

Section 2 - Résiliation du contrat

§ 1 - Cas de résiliation

Le contrat peut être résilié avant sa date d'expiration normale dans les cas et conditions ci-après :

- par l'assuré ou l'assureur :
 - dans les délais et selon les modalités prévus à l'acte d'engagement,
 - en cas de transfert de propriété de la chose assurée (article L. 121-10 du Code des assurances) et notamment en cas de fusion concernant l'assuré,
- par les assureurs :
 - en cas de non-paiement des primes (article L. 113-3 du Code des assurances),

- en cas d'aggravation du risque (article L. 113-4 du Code des assurances),
- en cas d'omission ou d'inexactitude dans la déclaration du risque à la souscription ou en cours de contrat (article L. 113-9 du Code des assurances),
- après sinistre, l'assuré ayant alors le droit de résilier les autres contrats souscrits par lui auprès de l'assureur (article R. 113-10 du Code des assurances),
- par l'assuré :
 - en cas de disparition des circonstances aggravantes mentionnées dans la police si l'assureur ne consent pas la diminution de prime correspondante (article L. 113-4 du Code des assurances),
 - en cas de résiliation par l'assureur d'un autre contrat de l'assuré après sinistre (article R. 113-10 du Code des assurances),
- de plein droit, en cas de retrait de l'agrément de l'assureur (article L. 326-12 du Code des assurances).

Il est convenu que l'assureur ne pourra utiliser la faculté de résiliation après sinistre prévue à l'article R. 113-10 du Code des assurances que dans les conditions suivantes :

- pour autant que le montant des sinistres réglés et raisonnablement provisionnés sur l'exercice en cours soit égal ou supérieur au montant de la prime TTC annuelle de l'exercice en cours,
- la résiliation prend effet à l'expiration du délai de préavis prévu à l'acte d'engagement, à compter de sa notification au souscripteur.

§ 2 - Ristourne de prime, indemnité de résiliation

Dans les cas de résiliation au cours d'une période d'assurance, la portion de prime afférente à la partie de cette période postérieure à la résiliation n'est pas acquise à l'assureur. Elle doit être remboursée à l'assuré si elle a été perçue d'avance.

§ 3 - Modalités de résiliation

Lorsque l'assuré a la faculté de résilier le contrat, il peut le faire, à son choix, soit par lettre ou tout autre support durable, soit par une déclaration faite contre récépissé au siège social ou chez le représentant de l'assureur, soit par acte extrajudiciaire. La résiliation par l'assureur doit être notifiée à l'assuré par lettre recommandée.

CHAPITRE 2 - DÉCLARATION DU RISQUE

Section 1 - A la souscription du contrat

Le contrat est établi d'après les déclarations de l'assuré. Sous peine des sanctions prévues ci-après, l'assuré doit en conséquence déclarer toutes les circonstances connues de lui et qui sont de nature à faire apprécier par l'assureur les risques qu'il prend à sa charge.

Section 2 - En cours de contrat

La garantie est automatiquement étendue à toutes activités et à toutes installations qui viendraient à être créées, mises à disposition ou dévolues à l'assuré après la signature du contrat pour autant qu'il ne s'agisse pas de l'une des activités suivantes :

- centres de stockage de déchets ultimes, usines d'incinération de déchets ou de cadavres d'animaux, centres de traitement de déchets,
- stations de transit ou centres de transfert de déchets autres que les déchèteries aménagées pour la collecte des encombrants, matériaux ou produits triés et apportés par les usagers,
- stations d'épuration des eaux usées d'une capacité supérieure à 50 000 équivalent-habitants,
- installations de chauffage par géothermie haute énergie ou profonde,

- abattoirs,
- centrales d'enrobage au bitume de matériaux routiers,
- ateliers de réparation et d'entretien de véhicules à moteur, supérieurs à 5 000 m²,
- unités de traitement de l'eau pour l'alimentation en eau potable soumises à autorisation au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement,
- établissements de thermalisme et/ou de thalassothérapie,
- barrages et retenues d'eau d'une hauteur supérieure à 30 mètres,
- ports de pêche, ports de commerce,
- postes de distribution de carburants / stockage de liquides inflammables, classés au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.

En contrepartie, l'assureur peut, à tout moment, demander à l'assuré les renseignements appropriés sur l'évolution des risques assurés.

Les assureurs déclarent avoir une connaissance suffisante des risques et, dès lors, renoncent à toute sanction contre l'assuré pour toute aggravation des risques garantis.

CHAPITRE 3 - PRIMES

Nonobstant toute autre stipulation, les modalités de calcul des primes sont définies ci-après.

La prime est forfaitaire et fixée à l'acte d'engagement.

La prime, ou dans le cas de fractionnement de celle-ci les fractions de prime, et les accessoires de prime dont le montant est stipulé au contrat ainsi que les impôts et taxes, sont payables d'avance au siège de la société ou au domicile de son mandataire éventuellement désigné par elle à cet effet.

Les dates d'échéance sont fixées à l'acte d'engagement.

A défaut de paiement d'une prime (ou d'une fraction de prime) dans les dix jours de son échéance, la société, indépendamment de son droit de poursuivre l'exécution du contrat en justice, peut, par lettre recommandée valant mise en demeure adressée à l'assuré ou à la personne chargée du paiement des primes à leur dernier domicile connu, suspendre la garantie trente jours après l'envoi de cette lettre (ou sa remise au destinataire justifiée par l'avis de réception si celui-ci est domicilié hors de France métropolitaine).

Le non-paiement d'une fraction de prime entraîne l'exigibilité de la totalité de la prime restant due. Dans ce cas, la suspension de la garantie produit ses effets jusqu'à son entier paiement.

La société a le droit de résilier le contrat dix jours après l'expiration du délai de trente jours, visé ci-dessus, par notification faite à l'assuré, soit dans la lettre recommandée de mise en demeure, soit par une nouvelle lettre recommandée.

Les primes du présent contrat devant être payées dans les formes prescrites, selon les règlements et normes en vigueur, les compagnies renoncent à suspendre leurs garanties ou à résilier le contrat si le retard de paiement des primes est dû à la seule exécution des formalités nécessaires (y compris vote des dépenses).

CHAPITRE 4 - SINISTRES ET INDEMNITÉS

Section 1 - Obligations de l'assuré en cas de sinistre

L'assuré doit, dès qu'il en a eu connaissance, et au plus tard dans les 5 jours, donner avis du sinistre par écrit, de préférence par lettre recommandée, ou verbalement contre récépissé, au siège de l'assureur ou de l'agence indiquée sur la police.

Il doit en outre :

- indiquer dans la déclaration du sinistre ou, en cas d'impossibilité, dans une déclaration ultérieure faite dans le plus bref délai, la date et les circonstances du sinistre, ses causes connues ou présumées, les noms et adresses des personnes lésées et si possible des témoins, la nature et le montant approximatif des dommages ainsi que des garanties souscrites sur les mêmes risques auprès d'autres assureurs,
- transmettre à l'assureur, dès réception, tous avis, lettres, convocations, assignations, actes extrajudiciaires et pièces de procédure qui seraient adressés, remis ou signifiés à lui-même ou à un de ses préposés concernant un sinistre susceptible d'engager la responsabilité de l'assuré.

Faute par l'assuré de se conformer aux obligations prévues ci-dessus, sauf cas fortuit ou de force majeure, l'assureur peut réclamer une indemnité proportionnelle au préjudice que ce manquement peut lui causer.

Pour les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, en cas de manquement à une obligation lui incombant après la survenance du sinistre, l'assuré n'encourt la déchéance qu'en cas de faute lourde ou d'inexécution intentionnelle de sa part.

Section 2 - Règlement des indemnités

Le paiement de l'indemnité doit être effectué entre les mains du bénéficiaire ou de l'assuré, dans les trente jours, soit de l'accord amiable, soit de la décision judiciaire exécutoire. Ce délai, en cas d'opposition, ne court que du jour de la mainlevée.

Section 3 - Procédure, transaction

En cas d'action mettant en cause une responsabilité assurée par le présent contrat, l'assureur, dans la limite de sa garantie :

- devant les juridictions civiles, commerciales ou administratives, se réserve la faculté d'assumer la défense de l'assuré, de diriger le procès et d'exercer toutes voies de recours,
- devant les juridictions pénales, si la ou les victimes n'ont pas été désintéressées, a la faculté, avec l'accord de l'assuré, de diriger la défense sur le plan pénal ou de s'y associer. A défaut de cet accord, l'assureur peut néanmoins assumer la défense des intérêts civils de l'assuré. L'assureur peut exercer toutes voies de recours au nom de l'assuré, y compris le pourvoi en cassation, lorsque l'intérêt pénal de l'assuré n'est plus en jeu. Dans le cas contraire, il ne peut les exercer qu'avec l'accord de l'assuré.

L'assureur a seul le droit, dans la limite de sa garantie, de transiger avec les personnes lésées. Aucune reconnaissance de responsabilité, aucune transaction intervenant en dehors de l'assureur, ne lui est opposable : n'est pas considéré comme une reconnaissance de responsabilité, l'aveu d'un fait matériel ou le seul fait d'avoir procuré à la victime un secours urgent, lorsqu'il s'agit d'un acte d'assistance que toute personne a le devoir légal ou moral d'accomplir.

Section 4 - Sauvegarde des droits des victimes

Aucune déchéance motivée par un manquement de l'assuré à ses obligations commis postérieurement au sinistre n'est opposable aux personnes lésées ou à leurs ayants droit. L'assureur conserve, néanmoins, la faculté d'exercer, contre l'assuré, une action en remboursement de toutes les sommes qu'il aura payées ou mises en réserve à sa place.

Section 5 - Constitution de rentes

Si l'indemnité allouée par décision judiciaire à une victime ou à ses ayants droit consiste en une rente et si une acquisition de titres est ordonnée à l'assureur, par cette décision, pour sûreté de son paiement, l'assureur procède dans la limite disponible de la somme assurée, à la constitution de cette garantie. Si aucune acquisition de titres ne lui est ordonnée, la valeur de la rente en capital est calculée d'après les règles applicables pour le calcul de la réserve mathématique de cette rente. Si cette valeur est inférieure à la somme disponible, la rente est intégralement à la charge de l'assureur. Dans le cas contraire, seule est à la charge de l'assureur la partie de la rente correspondant, en capital, à la partie disponible de la somme assurée.

Section 6 - Montants de garantie

Les montants limites d'engagement sont fixés aux conditions particulières.

Les limites par sinistre s'entendent pour l'ensemble des réclamations se rapportant à un même événement ou acte engageant la responsabilité de l'assuré.

Les limites par année d'assurance s'entendent pour l'ensemble des réclamations se rapportant à des événements survenus ou actes accomplis au cours d'une même année.

Les montants fixés par sinistre et par année d'assurance s'épuisent par tout règlement amiable ou judiciaire d'indemnités, quels que soient les dommages auxquels ils se rapportent.

La reconstitution de la garantie par année ne peut être convenue, après sinistre, que de gré à gré.

Les frais de procès, de quittance et autres frais de règlement ne viennent pas en déduction des montants de garantie ainsi stipulés. Toutefois, en cas de condamnation de l'assuré à un montant supérieur à celui de la garantie, ces frais sont supportés par l'assureur et par l'assuré proportionnellement à leurs contributions respectives dans le montant de la condamnation.

CHAPITRE 5 - STIPULATIONS DIVERSES

Section 1 - Subrogation

L'assureur est subrogé, dans les termes de l'article L. 121-12 du Code des assurances, jusqu'à concurrence de l'indemnité payée par lui dans les droits et actions de l'assuré contre tout responsable du sinistre. Si la subrogation ne peut plus, du fait de l'assuré, s'opérer en faveur de l'assureur, la garantie de celui-ci cesse d'être engagée dans la même mesure où aurait pu s'exercer la subrogation.

Section 2 - Prescription

Toute action dérivant du présent contrat est prescrite par deux ans.

Le délai commence à courir à compter du jour de l'événement qui donne naissance à l'action (à compter du 31 décembre suivant cet événement pour les contrats souscrits sur des risques situés dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle).

Toutefois, le délai ne court :

- en cas de réticence, omission, déclaration fausse ou inexacte sur le risque couru, que du jour où l'assureur en a eu connaissance ;
- en cas de sinistre, que du jour où les intéressés en ont eu connaissance, s'ils prouvent qu'ils l'ont ignoré jusque-là.

Quand l'action de l'assuré contre l'assureur a pour cause le recours d'un tiers, le délai de la prescription ne court que du jour où ce tiers a exercé une action en justice contre l'assuré ou a été indemnisé par ce dernier.

La prescription est interrompue par une des causes ordinaires d'interruption de la prescription (citation en justice, commandement ou saisie, citation en conciliation devant le bureau de paix lorsqu'elle est suivie d'une assignation en justice, citation en justice, même devant un juge incompétent, l'interruption étant nulle et non avenue si l'assignation est nulle par défaut de forme, si le demandeur se désiste de sa demande, s'il laisse périmer l'instance ou si sa demande est rejetée, reconnaissance par le débiteur du droit du créancier) et par la désignation d'experts à la suite d'un sinistre.

L'interruption de la prescription de l'action peut, en outre, résulter de l'envoi d'une lettre recommandée ou d'un envoi recommandé électronique, avec accusé de réception, adressés par l'assureur à l'assuré en ce qui concerne l'action en paiement de la prime et par l'assuré à l'assureur en ce qui concerne le règlement de l'indemnité.

Section 3 - Étendue territoriale des garanties

Les garanties du contrat sont acquises en France métropolitaine et dans les outre-mer.

Section 4 - Durée de la garantie

La garantie est acquise dès la prise d'effet prévue à l'acte d'engagement.

Conformément aux dispositions formulées à l'article L. 124-5 alinéa 4 du Code des assurances en application de la loi n° 2003-706 du 1^{er} août 2003, « la garantie est déclenchée par la réclamation et couvre l'assuré contre les conséquences pécuniaires des sinistres, dès lors que le fait dommageable est antérieur à la date de résiliation ou d'expiration de la garantie, et que la première réclamation est adressée à l'assuré ou à son assureur entre la prise d'effet initiale de la garantie et l'expiration d'un délai subséquent à sa date de résiliation ou d'expiration mentionnée par le contrat, quelle que soit la date des autres éléments constitutifs des sinistres. Toutefois, la garantie ne couvre les sinistres dont le fait dommageable a été connu de l'assuré postérieurement à la date de résiliation ou d'expiration que si, au moment où l'assuré a eu connaissance de ce fait dommageable, cette garantie n'a pas été re-souscrite ou l'a été sur la base du déclenchement par le fait dommageable. L'assureur ne couvre pas l'assuré contre les conséquences pécuniaires des sinistres s'il établit que l'assuré avait connaissance du fait dommageable à la date de la souscription de la garantie ».

Le délai subséquent des garanties déclenchées par la réclamation est fixé à 5 ans, après la résiliation ou la cessation des garanties du contrat.

Pour la garantie « défense » de la clause « défense et recours », sont applicables les mêmes principes que pour la garantie « responsabilité ». Pour la garantie « recours », sont pris en charge les litiges survenus pendant la période d'effet du contrat et déclarés pendant cette même période ou dans un délai de deux ans à compter du terme du contrat.

La garantie « dommages environnementaux » s'applique aux dommages faisant l'objet d'une première constatation vérifiable pendant la période de validité de la garantie, ou pendant une période supplémentaire de cinq ans qui suit la résiliation ou l'expiration de la garantie et qui résultent d'un fait dommageable survenu pendant la période de validité de la garantie.

Les garanties « frais de dépollution » s'appliquent aux dommages faisant l'objet d'une première constatation vérifiable pendant la période de validité des garanties, ou pendant une période supplémentaire de deux ans qui suit leur résiliation ou leur expiration et qui résultent d'un fait dommageable survenu pendant la période de validité des garanties.